

Les amendes administratives

Murielle FABROT
Juriste à la Division des études juridiques
(S.P.F. Emploi, Travail et Concertation sociale)

Jean-Claude HEIRMAN
Directeur général de l'Inspection sociale
(S.P.F. Sécurité sociale)

Date de clôture : 31/03/2016

Superviseur de la collection

Charles-Éric Clesse, chargé de cours à l'U.L.B. et auditeur du travail du Hainaut

Éditeur responsable : H. Suijkerbuijk

© 2016 Wolters Kluwer Belgium SA

Drève Richelle, 161 L

B-1410 Waterloo

Tél : (0800) 40330 (appel gratuit)

(02) 300 30 00

www.wolterskluwer.be

client.BE@wolterskluwer.com

Hormis les exceptions expressément fixées par la loi, aucun extrait de cette publication ne peut être reproduit, introduit dans un fichier de données automatisé, ni diffusé, sous quelque forme que ce soit, sans l'autorisation expresse, préalable et écrite de l'éditeur.

ISBN 978-90-46-58734-8

D/2016/2664/297

BP/ESP-BI16003

Table des matières

INTRODUCTION	1
TITRE I^{ER}. ÉVOLUTION DU DROIT PÉNAL SOCIAL BELGE VERS UN DROIT RÉPRESSIF ADMINISTRATIF	3
Chapitre I^{er}. Introduction historique	3
§ 1 ^{er} . La <i>ratio legis</i> de la loi du 30 juin 1971	3
§ 2. Évolution de la législation	5
I. La loi-programme du 30 décembre 1988	6
II. La loi du 1 ^{er} juin 1993 imposant des sanctions aux employeurs occupant des étrangers en séjour illégal en Belgique	8
III. La loi du 23 mars 1994 portant certaines mesures sur le plan du droit du travail contre le travail au noir	9
IV. La loi du 13 février 1998 portant des dispositions en faveur de l'emploi	9
V. La loi du 24 décembre 1999 portant des dispositions sociales et diverses	12
VI. La loi-programme du 27 décembre 2004 et la loi du 27 décembre 2004 portant des dispositions diverses	13
VII. La loi du 3 décembre 2006 contenant diverses dispositions en matière de droit pénal social	13
§ 3. Le Code pénal social	14
Chapitre II. Champ d'application du régime des amendes administratives	16
§ 1 ^{er} . Champ d'application personnel des amendes administratives	16
I. Imputabilité	16
II. Amende administrative à charge d'un travailleur en cas d'occupation non déclarée	20
III. La responsabilité des personnes morales	24
§ 2. Champ d'application matériel des amendes administratives	28
I. Les faits passibles d'amendes administratives	28
II. Extension du champ d'application des amendes administratives et le principe « <i>Non bis in idem</i> »	29
§ 3. Les infractions aux conventions collectives de travail	34
I. Les cinq articles légaux qui sanctionnent les conventions collectives de travail	36

II.	Application de ces cinq articles dans le temps	38
1.	Situation du 1 ^{er} juillet 2011 au 1 ^{er} juillet 2015	38
2.	Situation à partir du 1 ^{er} juillet 2015	41
TITRE II.	LA MISE EN ŒUVRE DE LA RÉPRESSION ADMINISTRATIVE	43
Chapitre I^{er}.	La procédure des amendes administratives	43
§ 1 ^{er} .	Le procès-verbal de constatation d’infraction	44
§ 2.	La décision du ministère public	47
I.	Compétence du ministère public en droit pénal social	47
II.	Délais dont dispose le ministère public	50
§ 3.	La décision administrative	51
I.	L’autorité compétente	51
II.	La procédure administrative	54
1.	La présentation des moyens de défense	54
2.	La consultation du dossier	61
3.	La décision de l’administration compétente	63
a.	La décision infligeant une amende administrative	63
b.	L’influence du délai raisonnable sur l’action de l’administration	65
4.	La communication de la décision de l’administration	69
5.	Le paiement de l’amende administrative	70
6.	Les modalités de paiement	72
III.	La fixation du montant de l’amende administrative	73
1.	Fixation du montant de l’amende <i>in concreto</i>	74
2.	L’effacement de l’amende administrative	74
3.	Les circonstances atténuantes	75
4.	Le concours	77
5.	Les difficultés posées par la régionalisation de certaines infractions du Code pénal social	79
a.	Article 175 – La main-d’œuvre étrangère	81
b.	Article 173 – Le congé-éducation	82
c.	Article 177/1 – Les titres-services	83
d.	Les articles 162, alinéa 1 ^{er} , 2 ^o , 163, alinéa 1 ^{er} , 1 ^o , a), 219, 1 ^o , a) et 222, 1 ^o , a) et 233, § 2 du Code pénal social	83
e.	Observation	84
6.	La récidive	84
7.	Le sursis	85

TABLE DES MATIÈRES

IV.	Le délai de prescription	87
V.	L'application des sanctions administratives dans le temps	88
VI.	Les décimes additionnels	89
§ 4.	Le recours judiciaire	93
I.	Les règles de procédure	94
II.	Appréciation du montant de l'amende par les juridictions du travail	99
III.	L'indemnité de procédure	102
Chapitre II.	Analyse du régime des amendes administratives	103
CONCLUSION		107
BIBLIOGRAPHIE		109